§ 2. In het secundair onderwijs, wanneer de afwezigheid gewettigd is overeenkomstig artikel 1.7.1-8, § 2, tweede lid, van het Wetboek, ligt het maximumaantal halve dagen afwezigheid dat door de ouders of de meerderjarige leerling mag worden gemotiveerd, tussen 8 en 16 gedurende een schooljaar.

Dit aantal staat vermeld in het huishoudelijk reglement.

Art. 4. Elke leerling die in de loop van het schooljaar in een school is ingeschreven en kan aantonen dat hij vóór die inschrijving aan de leerplicht voldeed, wordt gedurende die periode niet als afwezig beschouwd.

De bewijsstukken bedoeld in het vorige lid worden binnen de school bewaard tot het einde van het lopende schooljaar.

Art. 5. Elke andere afwezigheid wordt als ongewettigd beschouwd.

Art. 6. De ouders of de meerderjarige leerling worden uiterlijk aan het einde van de week waarin de ongewettigde afwezigheid is vastgesteld, hiervan op de hoogte gesteld.

Art. 7. De Minister van Leerplichtonderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 8. De artikelen 1 tot 3 en 6 tot 14 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2014 tot toepassing van de artikelen 8, § 1, 20, 23, 31, 32, 33, 37, 47 en 50 van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie, worden opgeheven.

Art. 9. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 24 augustus 2026.

Brussel, 11 september 2026.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap:

De Minister-Presidente, belast met Begroting, Hoger Onderwijs,
Cultuur, Permanente Opvoeding en Internationale en Intra-Franstalige Betrekkingen,
E. DEGRYSE

De Minister van Onderwijs en Volwassenenonderwijs,
V. GLATIGNY

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C − 2026/007159]

8 SEPTEMBRE 2026. — Arrêté ministériel arrêtant la liste des zones spécifiques prévues à l'article R. 142*ter* du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau

Le Ministre de l'Environnement,

Vu la partie décrétale du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, les articles D. 6-1, inséré par le décret du 13 octobre 2011, et D. 33/3, inséré par le décret du 4 octobre 2018 ;

Vu la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, l'article R. 142*ter*, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 octobre 2013 ;

Vu l'avis du Conseil d'État, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant les objectifs environnementaux de la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

Considérant que l'article 16*bis* de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables permettait de définir des zones à enjeu spécifique en raison du risque d'eutrophisation dans lesquelles aucune dérogation à l'obligation de clôturer les bordures de cours d'eau à ciel ouvert servant de pâtures ne pouvait être autorisée ;

Considérant qu'en application de cette disposition et de l'article R. 142*bis* du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau (ci-après : Code de l'Eau), 36 masses d'eau avaient été identifiées comme zones à enjeu spécifique et listées à l'annexe XIXbis de la partie réglementaire du même Livre ;

Considérant que, par décret du 4 octobre 2018, le Parlement de Wallonie a modifié le dispositif applicable en imposant la clôture des terres de pâture situées en bordure d'un cours d'eau classé non navigable, sans possibilité de dérogation ;

Considérant que, par suite de cette modification, l'article R. 142*bis* et l'annexe XIXbis du Code de l'Eau étaient devenus sans objet et ont été abrogés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 2024 ;

Considérant que, entretemps, par décret du 25 avril 2024 modifiant notamment l'article D. 42-1 du Code de l'Eau, le Parlement de Wallonie a assoupli ce dispositif en permettant, sous certaines conditions, une ouverture des clôtures sur une longueur de quatre mètres en bordure des cours d'eau classés non navigables, sauf dans les zones désignées par le Gouvernement ;

Considérant qu'en l'absence de désignation nouvelle des zones concernées, l'interdiction d'accès du bétail au cours d'eau sur cette longueur de quatre mètres ne pouvait plus recevoir application dans les zones précédemment couvertes ;

Considérant que les 36 masses d'eau anciennement identifiées correspondent à des zones dans lesquelles les pressions d'origine agricole ont été reconnues comme l'une des causes principales d'eutrophisation ;

Considérant que l'accès direct du bétail aux cours d'eau porte atteinte au milieu aquatique, à l'hygiène du cheptel ainsi qu'à la stabilité des terres agricoles et des berges ; qu'il entraîne notamment des pollutions bactériennes et physico-chimiques des eaux de surface ainsi que la mise en suspension de quantités importantes de sédiments, responsables du colmatage du lit du cours d'eau sur des distances significatives en aval du point d'accès ;

Considérant que les données disponibles confirment l'impact significatif de l'accès du bétail aux cours d'eau sur les matières en suspension, la présence de coliformes fécaux, l'azote, l'ammoniaque, la demande biologique en oxygène, le taux de saturation en oxygène dissous, ainsi que sur la préservation des frayères, des moules perlières et de l'hydromorphologie des cours d'eau ;

Considérant que l'article R. 142*ter* du Code de l'Eau autorise le Ministre à interdire l'accès du bétail aux cours d'eau dans des zones spécifiques lorsque cet accès compromet l'atteinte des objectifs définis à l'article D. 22, § 1er, 1°, du même Code ;

Considérant que cet article R. 142*ter* trouve son fondement dans l'article D. 33/3 du Code de l'Eau, aux termes duquel le Gouvernement peut interdire l'accès du bétail aux cours d'eau dans des zones déterminées lorsque celui-ci compromet l'atteinte des objectifs définis à l'article D. 22, § 1er, 1° ;

Considérant que l'article D. 22, § 1er, 1°, du Code de l'Eau transpose en droit wallon les objectifs environnementaux de la directive 2000/60/CE précitée ;

Considérant qu'au regard des pressions constatées dans les 36 masses d'eau concernées, l'accès du bétail aux cours d'eau y compromet l'atteinte des objectifs environnementaux définis à l'article D. 22, § 1er, 1°, du Code de l'Eau ; qu'il y a dès lors lieu de désigner ces masses d'eau comme zones spécifiques au sens de l'article R. 142*ter* du même Code,

Arrête :

Article 1er. Les zones spécifiques visées à l'article R. 142*ter* du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, sont les masses d'eau énumérées en annexe du présent arrêté. L'accès du bétail aux cours d'eau y est interdit.

Art. 2. Le présent arrêté est publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 8 septembre 2026.

Y. COPPIETERS

Annexe à l'arrêté ministériel arrêtant la liste des zones spécifiques prévues à l'article R. 142*ter* du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau

Code de la masse d'eau	**Nom**
DG07R	Grande Gette I
HN15R	Grande Honnelle
LE23R	Hilan I
LE24R	Hilan II
LE27R	Ruisseau de Mahoux
LE28R	Ruisseau des Forges
MM08R	Ruisseau du Fagnolle
MM17R	Ruisseau de la Jonquière
MM22R	Ruisseau de Feron
MM25R	Ruisseau des Fonds de Leffe
MM26R	Molignée I
MM28R	Bocq I
MM29R	Ruisseau de Crupet
MM30R	Bocq II
MM31R	Burnot
MM37R	Ruisseau de Massembre
MV02R	Ruisseau de Solières
MV07R	Hoyoux I
MV08R	Ruisseau du Triffoy
MV16R	Berwinne I
MV17R	Berwinne II
MV25R	Gueule I
MV26R	Gueule II
MV27R	Iterbach
OU22R	Ourthe II
OU23R	Eau de Somme
OU33R	Marchette II
SA02R	Thure
SA03R	Hantes
SA04R	Biesmes l'Eau
SA11R	Eau d'Heure III
SA15R	Ruisseau d'Hanzinne I
SA17R	Biesme I

Code de la masse d'eau	Nom
SA26R	Ruisseau d'Hanzinne II
VE05R	Bach
VE08R	Ruisseau de Bilstain

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 8 septembre 2026 arrêtant la liste des zones spécifiques prévues à l'article R. 142*ter* du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau.

Namur, le 8 septembre 2026.

Le Ministre de l'Environnement,
Y. COPPIETERS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C − 2026/007159]

8. SEPTEMBER 2026 — Ministerieller Erlass zur Festlegung der Liste der in Artikel R. 142*ter* des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, vorgesehenen spezifischen Gebiete

Der Minister für Umwelt,

Aufgrund des dekretalen Teils von Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, Artikel D.6-1, eingefügt durch das Dekret vom 13. Oktober 2011, und D.33/3, eingefügt durch das Dekret vom 4. Oktober 2018;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, Artikel R.142*ter*, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Oktober 2013;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 1 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

In Erwägung der Umweltziele der Richtlinie 2000/60/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2000 zur Schaffung eines Ordnungsrahmens für Maßnahmen der Gemeinschaft im Bereich der Wasserpolitik;

In der Erwägung, dass Artikel 16*bis* des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nicht schiffbaren Wasserläufe es ermöglichte, Gebiete wegen der Gefahr der Eutrophierung als eine spezifische Herausforderung darstellende Gebiete festzulegen, in denen keine Ausnahmen von der Verpflichtung, die Ufer von Wasserläufen unter freiem Himmel, die als Weideland genutzt werden, einzuzäunen, genehmigt werden durften;

In der Erwägung, dass in Anwendung dieser Bestimmung und des Artikels R.142*bis* des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch (im Folgenden als Wassergesetzbuch bezeichnet) bildet, 36 Wasserkörper als eine spezifische Herausforderung darstellende Gebiete identifiziert und in Anhang XIXbis des verordnungsrechtlichen Teils desselben Buches gelistet worden waren;

In der Erwägung, dass das Wallonische Parlament durch das Dekret vom 4. Oktober 2018 die geltende Regelung abgeändert hat, indem die Einzäunung von Weideflächen an den Ufern eines als nicht schiffbar eingestuften Wasserlaufs vorgeschrieben wurde, ohne dass Ausnahmen möglich sind;

In der Erwägung, dass infolge dieser Abänderung Artikel R. 142*bis* und Anhang XIXbis des Wassergesetzbuches gegenstandslos geworden waren und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Mai 2024 aufgehoben wurden;

In der Erwägung, dass das Wallonische Parlament inzwischen durch das Dekret vom 25. April 2024, mit dem insbesondere Artikel D. 42-1 des Wassergesetzbuches abgeändert wurde, diese Regelung gelockert hat, indem unter bestimmten Voraussetzungen die Öffnung von Zäunen auf einer Länge von vier Metern entlang der Ufer von als nicht schiffbar eingestuften Wasserläufen erlaubt wurde, außer in den von der Regierung bezeichneten Gebieten;

In der Erwägung, dass in Ermangelung einer neuen Bezeichnung der betroffenen Gebiete das Verbot des Zugangs des Viehs zum Wasserlauf auf dieser Länge von vier Metern in den zuvor betroffenen Gebieten nicht mehr angewendet werden konnte;

In der Erwägung, dass die 36 zuvor identifizierten Wasserkörper Gebiete sind, in denen Belastungen aus der Landwirtschaft als eine der Hauptursachen für die Eutrophierung anerkannt wurden;

In der Erwägung, dass der direkte Zugang des Viehs zu den Wasserläufen den aquatischen Lebensraum, die Hygiene des Viehbestands sowie die Stabilität der landwirtschaftlichen Flächen und der Ufer beeinträchtigt; dass er insbesondere zu bakteriellen und physikalisch-chemischen Verschmutzungen der Oberflächengewässer sowie zur Aufwirbelung erheblicher Sedimentmengen führt, die für die Verschlammung des Flussbetts über beträchtliche Strecken stromabwärts der Zugangsstelle verantwortlich sind;

In der Erwägung, dass die verfügbaren Daten den erheblichen Einfluss des Zugangs des Viehs zu Wasserläufen auf die Schwebstoffe, das Vorkommen von Fäkalcoliformen, Stickstoff, Ammoniak, den biologischen Sauerstoffbedarf, den Sättigungsgrad an gelöstem Sauerstoff sowie auf die Erhaltung von Laichplätzen, Perlmuscheln und der Hydromorphologie der Wasserläufe bestätigen;

In der Erwägung, dass Artikel R.142*ter* des Wassergesetzbuches den Minister ermächtigt, in spezifischen Gebieten den Zugang des Viehs zu den Wasserläufen zu untersagen, falls dieser Zugang die in Artikel D.22 § 1 Ziffer 1 desselben Gesetzbuches festgelegten Ziele gefährdet werden;

In der Erwägung, dass dieser Artikel R.142*ter* auf Artikel D.33/3 des Wassergesetzbuches beruht, nach dessen Bestimmungen die Regierung in spezifischen Gebieten den Zugang des Viehs zu Wasserläufen untersagen darf, falls durch diesen Zugang die in Artikel D.22 § 1 Ziffer 1 festgelegten Ziele gefährdet werden;

In der Erwägung, dass Artikel D. 22 § 1 Ziffer 1 des Wassergesetzbuches die Umweltziele der oben genannten Richtlinie 2000/60/EG in wallonisches Recht umsetzt;

In der Erwägung, dass hinsichtlich der in den 36 betroffenen Wasserkörpern festgestellten Belastungen der Zugang des Viehs zu Wasserläufen die in Artikel D. 22 § 1 Ziffer 1 des Wassergesetzbuches festgelegten Umweltziele gefährdet; dass es daher angebracht ist, diese Wasserkörper als spezifische Gebiete im Sinne von Artikel R. 142*ter* desselben Gesetzbuches zu bezeichnen,

Beschließt:

Artikel 1 - Die in Artikel R. 142*ter* des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, genannten spezifischen Gebiete sind die im Anhang des vorliegenden Erlasses aufgeführten Wasserkörper. Der Zugang des Viehs zu den Wasserläufen ist dort untersagt.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Namur, den 8. September 2026

Y. COPPIETERS

Anhang zum Ministeriellen Erlass zur Festlegung der Liste der in Artikel R.142*ter* des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, vorgesehenen spezifischen Gebiete

Nummer des Wasserkörpers	**Name**
DG07R	Grande Gette I
HN15R	Grande Honnelle
LE23R	Hilan I
LE24R	Hilan II
LE27R	Ruisseau de Mahoux
LE28R	Ruisseau des Forges
MM08R	Ruisseau du Fagnolle
MM17R	Ruisseau de la Jonquière
MM22R	Ruisseau de Feron
MM25R	Ruisseau des Fonds de Leffe
MM26R	Molignée I
MM28R	Bocq I
MM29R	Ruisseau de Crupet
MM30R	Bocq II
MM31R	Burnot
MM37R	Ruisseau de Massembre
MV02R	Ruisseau de Solières
MV07R	Hoyoux I
MV08R	Ruisseau du Triffoy
MV16R	Berwinne I
MV17R	Berwinne II
MV25R	Göhl I
MV26R	Göhl II
MV27R	Iterbach
OU22R	Ourthe II
OU23R	Eau de Somme
OU33R	Marchette II
SA02R	Thure
SA03R	Hantes
SA04R	Biesmes l'Eau
SA11R	Eau d'Heure III
SA15R	Ruisseau d'Hanzinne I
SA17R	Biesme I

Nummer des Wasserkörpers	Name
SA26R	Ruisseau d'Hanzinne II
VE05R	Bach
VE08R	Ruisseau de Bilstain

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 8. September 2026 zur Festlegung der Liste der in Artikel R.142*ter* des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, vorgesehenen spezifischen Gebiete beigefügt zu werden.

Namur, den 8. September 2026

Der Minister für Umwelt,
Y. COPPIETERS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C − 2026/007159]

8 SEPTEMBER 2026. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de lijst van de specifieke gebieden bedoeld in artikel R. 142*ter* van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt

De Minister van Leefmilieu,

Gelet op het decreetgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt, de artikelen D. 6-1, ingevoegd bij decreet van 13 oktober 2011, en D. 33/3, ingevoegd bij decreet van 4 oktober 2018;

Gelet op het reglementair gedeelte van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, artikel R. 142*ter*, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 oktober 2013;

Gelet op het advies van de Raad van State overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de milieudoelstellingen van Richtlijn 2000/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid;

Overwegende dat artikel 16*bis* van de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen het mogelijk maakte om gebieden met een bijzonder belang aan te wijzen wegens het risico voor eutrofiëring, waarin geen enkele afwijking kon worden toegestaan van de verplichting om de oevers van waterlopen in de openlucht die als weiland dienen, af te sluiten;

Overwegende dat, in toepassing van deze bepaling en van artikel R. 142*bis* van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt (hierna: Waterwetboek), 36 waterlichamen waren geïdentificeerd als gebieden met een bijzonder belang en waren opgenomen in de lijst in bijlage XIXbis van het reglementaire deel van hetzelfde Boek;

Overwegende dat het Waals Parlement, bij decreet van 4 oktober 2018, de toepasselijke regeling heeft gewijzigd door de afsluiting op te leggen van weidegronden gelegen langs een als onbevaarbaar geklasseerde waterloop, zonder mogelijkheid tot afwijking;

Overwegende dat, als gevolg van deze wijziging, artikel R. 142*bis* en bijlage XIXbis van het Waterwetboek zonder voorwerp waren geworden en zijn opgeheven bij het besluit van de Waalse Regering van 23 mei 2024;

Overwegende dat het Waals Parlement in de tussentijd, bij decreet van 25 april 2024 tot wijziging van met name artikel D. 42-1 van het Waterwetboek, deze regeling heeft versoepeld door, onder bepaalde voorwaarden, een opening in de afsluitingen toe te staan over een lengte van vier meter langs de als onbevaarbaar geklasseerde waterlopen, behalve in de door de Regering aangewezen gebieden;

Overwegende dat, bij gebrek aan een nieuwe aanwijzing van de betrokken gebieden, het verbod op de toegang van vee tot de waterloop over deze lengte van vier meter niet langer kon worden toegepast in de gebieden die voorheen onder de regeling vielen;

Overwegende dat de 36 voorheen geïdentificeerde waterlichamen overeenstemmen met gebieden waarin de druk van agrarische oorsprong erkend is als een van de belangrijkste oorzaken van eutrofiëring;

Overwegende dat de rechtstreekse toegang van vee tot de waterlopen afbreuk doet aan het watermilieu, de hygiëne van de veestapel en de stabiliteit van de landbouwgronden en de oevers; dat deze toegang met name leidt tot bacteriële en fysico-chemische verontreiniging van het oppervlaktewater en tot het in suspensie brengen van grote hoeveelheden sedimenten, die verantwoordelijk zijn voor de dichtslibbing van de waterloopbedding over aanzienlijke afstanden stroomafwaarts van het toegangspunt;

Overwegende dat de beschikbare gegevens de aanzienlijke impact bevestigen van de toegang van vee tot de waterlopen op de zwevende stoffen, de aanwezigheid van fecale coliformen, stikstof, ammoniak, de biologische zuurstofvraag, de verzadigingsgraad van opgeloste zuurstof, evenals op de instandhouding van de paaigebieden, de beekparelmosselen en de hydromorfologie van de waterlopen;

Overwegende dat artikel R. 142*ter* van het Waterwetboek de Minister de bevoegdheid verleent om de toegang van vee tot waterlopen in specifieke gebieden te verbieden wanneer deze toegang het nastreven van de in artikel D. 22, § 1, 1°, van datzelfde Wetboek vastgestelde doelstellingen bemoeilijkt;

Overwegende dat artikel R.142*ter* zijn grondslag vindt in artikel D. 33/3 van het Waterwetboek, volgens hetwelk de Regering de toegang van vee tot de waterlopen in bepaalde gebieden kan verbieden wanneer dit het nastreven van de doelstellingen bedoeld in artikel D.22, § 1, 1°, bemoeilijkt;

Overwegende dat artikel D. 22, § 1, 1°, van het Waterwetboek de milieudoelstellingen van de vorengenoemde Richtlijn 2000/60/EG in Waals recht omzet;

Overwegende dat, met het oog op de vastgestelde druk in de 36 betrokken waterlichamen, de toegang van vee tot de waterlopen aldaar het bereiken van de in artikel D. 22, § 1, 1°, van het Waterwetboek vastgestelde milieudoelstellingen in het gedrang brengt; dat het daarom passend is om deze waterlichamen aan te wijzen als specifieke gebieden in de zin van artikel R. 142*ter* van hetzelfde Wetboek,

Besluit:

Artikel 1. De specifieke gebieden bedoeld in artikel R. 142*ter* van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, zijn de waterlichamen die in de bijlage bij dit besluit zijn opgesomd. De toegang van vee tot de waterlopen is aldaar verboden.

Art. 2. Dit besluit wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 8 september 2026.

Y. COPPIETERS

Bijlage bij het ministerieel besluit tot vaststelling van de lijst van de specifieke gebieden bedoeld in artikel R. 142*ter* van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt

Code van het waterlichaam	**Naam**
DG07R	″Grande Gette I″
HN15R	″Grande Honnelle″
LE23R	Hilan I
LE24R	″Hilan II″
LE27R	Beek van Mahoux
LE28R	Beek Forges
MM08R	Beek Fagnolle
MM17R	Beek ″la Jonquière″
MM22R	Beek Feron
MM25R	Beek ″Fonds de Leffe″
MM26R	Molignée I
MM28R	Bocq I
MM29R	Beek van Crupet
MM30R	Bocq II
MM31R	Burnot
MM37R	Beek van Massembre
MV02R	Beek van Solières
MV07R	Hoyoux I
MV08R	Beek van Triffoy
MV16R	Berwinne I
MV17R	Berwinne II
MV25R	Gueule I
MV26R	Gueule II
MV27R	Iterbach
OU22R	Ourthe II
OU23R	″Eau de Somme″
OU33R	Marchette II
SA02R	Thure
SA03R	Hantes
SA04R	″Biesmes l'Eau″
SA11R	Eau d'Heure III
SA15R	Beek van Hanzinne I
SA17R	Biesme I
SA26R	Beek van Hanzinne II
VE05R	Bach
VE08R	Beek van Bilstain

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 8 september 2026 tot vaststelling van de lijst van de specifieke gebieden bedoeld in artikel R.142*ter* van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.

Namen, 8 september 2026.

De Minister van Leefmilieu,
Y. COPPIETERS

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID

[2026/202471]

17 SEPTEMBER 2026. — Ministerieel besluit houdende benoeming van de voorzitter, het lid en hun plaatsvervangers van de Beroepscommissie voor vrijstelling van bijdragen opgericht bij het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen

De Minister van Zelfstandigen,

Gelet op het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, artikel 21*ter*, § 10, ingevoegd bij de wet van 2 december 2018 en gewijzigd bij de Programmawet van 30 mei 2026;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 december 1967 houdende algemeen reglement in uitvoering van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, artikel 50*ter*/8, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 10 september 2026;

Gelet op het ministerieel besluit van 10 maart 2025 houdende benoeming van een lid van de Beroepscommissie voor vrijstelling van bijdragen opgericht bij het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen,

Besluit:

Artikel 1. Wordt benoemd tot voorzitter van de Beroepscommissie voor vrijstelling van bijdragen, voor een termijn van zes jaar:

Mevrouw Julie Nuttinck, attaché.

Art. 2. Worden benoemd tot plaatsvervangend voorzitter van de Beroepscommissie voor vrijstelling van bijdragen, voor een termijn van zes jaar:

Mevrouw Nele De Schrijver, attaché en de heer Laurent Buisseret, attaché.

Art. 3. Worden op de Nederlandse taalrol benoemd tot effectief of plaatsvervangend lid van de Beroepscommissie voor vrijstelling van bijdragen, voor een termijn van zes jaar:

Effectief lid: mevrouw Nele De Schrijver, attaché;

Plaatsvervangende leden: mevrouw Frieda Olbrechts, adviseur-generaal, mevrouw Ine Jacquemin, attaché en de heer Alec Nelemans, attaché.

Art. 4. Worden op de Franse taalrol benoemd tot effectief of plaatsvervangend lid van de Beroepscommissie voor vrijstelling van bijdragen, voor een termijn van zes jaar:

Effectief lid: de heer Laurent Buisseret, attaché;

Plaatsvervangende leden: mevrouw Frieda Olbrechts, adviseur-generaal, mevrouw Eva Polizzi, attaché, mevrouw Valerie Houyoux attaché en de heer Stéphane Schütz, attaché.

Art. 5. Het ministerieel besluit van 10 maart 2025 houdende benoeming van een lid van de Beroepscommissie voor vrijstelling van bijdragen opgericht bij het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen, wordt opgeheven.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 17 september 2026.

E. SIMONET

SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE

[2026/202471]

17 SEPTEMBRE 2026. — Arrêté ministériel portant nomination du président, du membre et leurs suppléants de la Commission de recours en matière de dispense de cotisations instauré auprès de l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants

La Ministre des Indépendants,

Vu l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, l'article 21*ter*, § 10, inséré par la loi du 2 décembre 2018 et modifié par la loi-programme du 30 mai 2026;

Vu l'arrêté royal du 19 décembre 1967 portant règlement général en exécution de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, article 50*ter*/8, inséré par l'arrêté royal du 10 septembre 2026;

Vu l'arrêté ministériel du 10 mars 2025 portant nomination d'un membre de la Commission de recours en matière de dispense de cotisations sociales créée auprès de l'Institut national d'Assurances sociales pour Travailleurs indépendants,

Arrête :

Article 1er. Est nommé en qualité de président auprès de la Commission de recours en matière de dispense de cotisations pour un terme de six ans :

Madame Julie Nuttinck, attaché.

Art. 2. Sont nommés en qualité de président suppléant auprès de la Commission de recours en matière de dispense de cotisations pour un terme de six ans :

Madame Nele De Schrijver, attaché et monsieur Laurent Buisseret, attaché.

Art. 3. Sont nommés au rôle linguistique néerlandais en qualité de membre effectif ou suppléant de la Commission de recours en matière de dispense de cotisations sociales, pour un terme de six ans :

Membre effectif : madame Nele De Schrijver, attaché;

Membres suppléants : madame Frieda Olbrechts, conseiller général, madame Ine Jacquemin, attaché et monsieur Alex Nelemans, attaché.

Art. 4. Sont nommés au rôle linguistique français en qualité de membre effectif ou suppléant de la Commission de recours en matière de dispense de cotisations sociales, pour un terme de six ans :

Membre effectif : monsieur Laurent Buisseret, attaché;

Membres suppléants : madame Frieda Olbrechts, conseiller général, madame Eva Polizzi, attaché, madame Valerie Houyoux, attaché et monsieur Stéphane Schütz, attaché.

Art. 5. L'arrêté ministériel du 10 mars 2025 portant nomination d'un membre de la Commission de recours en matière de dispense de cotisations sociales créée auprès de l'Institut national d'Assurances sociales pour Travailleurs indépendants, est abrogé.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 17 septembre 2026.

E. SIMONET